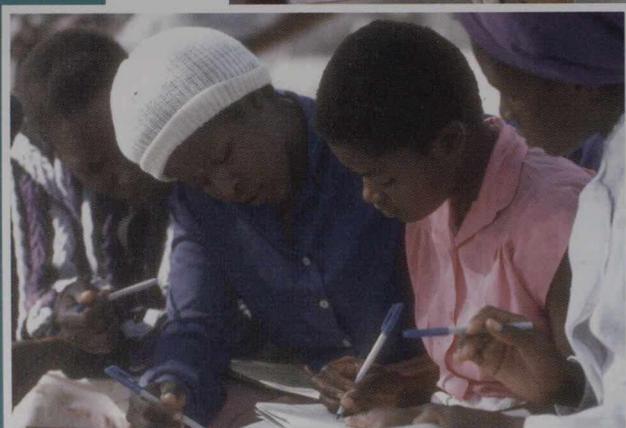




Des membres du Centre d'habilitation des femmes Kangemi à Nairobi, au Kenya, dansent et chantent pour réclamer aux autorités municipales un service de collecte des déchets pour leur collectivité.



La propriétaire d'une boulangerie d'Accra, au Ghana, apprend à 9 jeunes filles de 15 à 22 ans à exploiter une boulangerie. Ce projet fait partie du programme pilote de partenariat pour la lutte contre la pauvreté urbaine, qui vise à améliorer les conditions de vie des citoyens pauvres, et particulièrement des femmes, par la formation et le perfectionnement des compétences.



Des femmes participent à une séance d'information sur le sida donnée par le Programme sud-africain de formation sur le sida et l'Association canadienne de santé publique avec l'appui de l'ACDI. Des volontaires locaux apprennent à dispenser des renseignements et des conseils sur le sida et à soigner les malades à domicile.

« Il fallait voyager beaucoup, c'était très fatiguant, mais ça a été une des plus belles expériences de ma vie, dit-elle. Je ne regrette absolument rien. »

Elle a vécu un de ses moments les plus émouvants au cours d'une conférence sur les droits de la personne au Nigéria où, durant trois jours, elle a entendu les témoignages de veuves qui avaient tout perdu à la mort de leur mari.

« La plupart de ces femmes étaient accusées d'avoir tué leur mari, dit-elle. Beaucoup ont été emprisonnées. Les belles-familles s'emparaient de la voiture, de la maison, des enfants. »

Un nouveau protocole pour la protection des droits de la femme en Afrique pourrait être sur la table aux assises de l'Union Africaine de juillet 2002, et M<sup>me</sup> Joseph espère qu'il sera adopté. « Il remplira un vide juridique, explique-t-elle. Une fois qu'il aura été approuvé, il faudra un processus pour faire mieux connaître aux femmes leurs droits. Je pense que ça se fait déjà. La nouvelle génération de femmes africaines commence à se faire entendre. »

Hélène Dion, qui a récemment pris sa retraite comme professeure de travail social, a passé un mois au Sénégal pour le compte du Service d'assistance canadien aux organismes (SACO). Elle a aidé une ONG locale appelée DEVSOL à rédiger un profil d'organisation, qui aidera DEVSOL à attirer des fonds sur la scène internationale.

Il y a un an environ, DEVSOL a entrepris de lutter contre l'exploitation des jeunes filles de 10 à 15 ans qui abandonnent leurs études dans leur village pour travailler comme domestiques dans les villes. Elles sont mal payées et, dans certains cas, travaillent jusqu'à 18 heures par jour. De plus, il arrive souvent que leurs employeurs les exploitent sexuellement.

« C'est un terrible dilemme pour les familles pauvres, affirme M<sup>me</sup> Dion. D'un côté, elles ont besoin d'argent et, de l'autre, elles connaissent les risques, particulièrement les mères qui souvent ont vécu la même expérience. »

DEVSOL organise dans quatre villages des projets d'activités génératrices de revenus visant à rompre le cycle de l'exploitation. Si les familles augmentent leurs revenus, les filles pourront continuer d'aller à l'école.

En juillet 2002, Hélène Dion retournera au Sénégal pour la prochaine étape de son travail pour DEVSOL. Cette fois-ci, elle fera de la formation en organisation communautaire. « Cela menace de devenir une deuxième carrière! », lance-t-elle.